



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 217
(Privé)

Loi concernant la ville de Saint-Basile-le-Grand

Présentation

Présenté par
Madame Christiane Pelchat
Député de Vachon

Éditeur officiel du Québec
1989

Projet de loi 217

(Privé)

Loi concernant la ville de Saint-Basile-le-Grand

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la ville de Saint-Basile-le-Grand que certains pouvoirs lui soient accordés;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La ville de Saint-Basile-le-Grand peut acquérir de gré à gré ou, avec l'autorisation préalable du ministre des Affaires municipales et aux conditions qu'il détermine, par expropriation, les immeubles compris dans les territoires décrits en annexe à la Loi concernant la ville de Saint-Basile-le-Grand (1988, chapitre 91) pour les remettre ou pour reconstituer les lots originaires.

2. Lorsque les taxes municipales imposées sur un immeuble visé à l'article 1 n'ont pas été payées pendant au moins 5 années consécutives, la ville peut, par requête, se faire envoyer en possession provisoire de cet immeuble par un juge de la Cour supérieure siégeant dans le district judiciaire où il est situé.

Dans la computation de ce délai, il peut être tenu compte de toute période antérieure à l'adoption de la présente loi.

Une demande peut viser plusieurs immeubles appartenant à des propriétaires différents en autant qu'elle porte sur le même lot originaire.

3. La demande d'envoi en possession provisoire ne peut être accordée qu'après publication dans un journal diffusé dans le district

d'un avis requérant toute personne qui peut avoir des droits contre cet immeuble de présenter sa réclamation au juge dans les 6 mois suivant cette publication.

Le greffier de la ville doit aussi, par lettre recommandée ou certifiée, dans le délai prévu au premier alinéa, aviser de la demande d'envoi en possession provisoire chaque personne dont la propriété fait l'objet d'une telle demande. Si cette personne n'a pas de domicile connu au Québec, la formalité de l'avis n'est pas nécessaire.

Ces avis seront réputés suffisants s'ils réfèrent au présent article et mentionnent, en regard du nom du propriétaire enregistré, le numéro du lot ou, dans le cas d'une partie de lot, le numéro originaire de ce lot ainsi que le numéro d'enregistrement de l'acte d'acquisition de son propriétaire.

Dans les 15 jours de la publication prévue au premier alinéa, le greffier fait publier à la *Gazette officielle du Québec* un avis mentionnant dans quel journal et à quelle date a été faite cette publication.

La ville fait inscrire, en son nom, les immeubles ainsi acquis sur les rôles d'évaluation et de perception et les impose comme tout autre immeuble sujet aux taxes. Ces immeubles restent assujettis aux taxes foncières municipales et scolaires et sont de même imposés. Les taxes scolaires imposées sur ces immeubles ne sont pas exigibles de la ville.

L'envoi en possession provisoire interrompt la prescription des arrérages de taxes foncières municipales et scolaires et cette prescription ne court pas pendant cette possession.

4. S'il s'est écoulé 5 ans depuis l'enregistrement du jugement d'envoi en possession provisoire, la ville peut, en suivant les mêmes formalités, se faire envoyer en possession définitive des immeubles. Dans les 30 jours de la publication à la *Gazette officielle du Québec* de l'avis de la demande d'envoi en possession définitive, la ville doit aussi le faire signifier au registrateur de la division d'enregistrement dans laquelle se trouvent situés ces immeubles.

Les immeubles visés dans les avis donnés en vertu du présent article doivent être décrits de la même façon que dans les avis analogues donnés dans le cas de vente pour taxes.

Sur réception de cet avis, le registrateur transmet immédiatement, par lettre recommandée ou certifiée, à chaque créancier hypothécaire ou privilégié qui a donné avis de son adresse ou de son domicile élu, au bénéficiaire de la déclaration de résidence

familiale dont l'adresse ou le domicile élu fait l'objet d'un avis et au procureur général s'il s'agit d'un immeuble hypothéqué en faveur de la Couronne pour quelque cause que ce soit, un avis les informant que la ville demande d'être envoyée en possession définitive de l'immeuble hypothéqué ou grevé d'un privilège ou d'un droit de résidence familiale en leur faveur, indiquant le lieu, la date et l'heure où la demande sera présentée et que le jugement aura pour effet de purger leur droit. Le registrateur n'est pas tenu de donner cet avis à une personne dont l'avis d'adresse est devenu sans effet aux termes du troisième alinéa de l'article 2161b du Code civil.

5. Le jugement d'envoi en possession définitive a pour effet de rendre la ville propriétaire de l'immeuble visé et de le purger de tout droit, charge, privilège et hypothèque dont il peut être grevé ainsi que de toutes taxes foncières municipales et scolaires même non exigibles.

L'enregistrement du jugement d'envoi en possession définitive opère la radiation des droits, charges, privilèges et des hypothèques enregistrés sur l'immeuble et qui sont éteints par le jugement.

Après cet enregistrement, si une personne prétend qu'elle peut réclamer en justice quelque droit sur cet immeuble, sa réclamation est convertie en une réclamation personnelle contre la ville. Le montant de cette réclamation ne peut excéder la valeur réelle de l'immeuble à la date du jugement d'envoi en possession définitive, déduction faite des dépenses engagées à son égard.

Cette réclamation personnelle se prescrit le même jour que celui où aurait été prescrit le droit réel dont elle tient lieu s'il n'avait pas été converti.

6. En tout temps avant le jugement d'envoi en possession définitive, le propriétaire par titre enregistré ou ses ayants droits peut, avec l'autorisation du tribunal et dans le délai fixé par celui-ci, reprendre la possession de son immeuble en payant les taxes foncières municipales et scolaires imposées sur cet immeuble et en remboursant la ville des dépenses engagées à son égard.

7. Malgré l'article 2168 du Code civil, dans tout document rédigé en vue d'acquérir la possession d'un immeuble en vertu de la présente loi, l'emploi d'une désignation de cet immeuble semblable à celle qui apparaît dans le titre d'acquisition du propriétaire par titre enregistré est réputée suffisante pour transférer de cette personne à la ville le droit à la possession de cet immeuble. Il en est de même, dans le cas

où le propriétaire par titre enregistré a aliéné des parties de lot, si le document mentionne qu'il s'agit du résidu du lot ou de la partie de lot acquis par cette personne.

8. La ville peut détenir, louer ou administrer les immeubles possédés ou acquis en vertu de la présente loi. Elle peut aussi exécuter sur ces immeubles les travaux requis pour la culture du sol et des végétaux.

Elle peut aliéner les immeubles acquis en vertu de la présente loi. Le prix d'aliénation doit être suffisant pour couvrir les dépenses engagées à leur égard. Toutefois, le ministre des Affaires municipales peut autoriser la ville à les aliéner pour un montant inférieur ou à titre gratuit.

9. Un immeuble situé dans les territoires visés à l'article 1 de la présente loi, et que la ville a acquis ou acquiert en vertu de l'article 536 de la Loi sur les cités et villes est réputé avoir été acquis ou être acquis en vertu de l'article 1 de la présente loi. Lors d'une telle acquisition, la ville peut enchérir jusqu'à concurrence du montant de l'évaluation municipale uniformisée.

10. Dans le cas où le propriétaire par titre enregistré d'un immeuble est une personne décédée qui n'avait pas de domicile connu au Québec, la déclaration établie par serment ou affirmation solennelle de l'exécuteur testamentaire, de l'héritier ou de son fondé de pouvoir à l'effet qu'il possède cette qualité et qu'il peut disposer de l'immeuble est suffisante pour donner à la ville un titre bon et valable sur les immeubles acquis de gré à gré en vertu de l'article 1 de la présente loi.

11. La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*.